III. De nouvelles politiques pour lutter contre la crise

A. Comment lutter contre la crise ?

Page 32 du manuel

1 La « philosophie » d'un président libéral

Cette campagne est plus qu'un affrontement entre deux hommes, elle est plus qu'un affrontement entre deux partis. Elle est un affrontement entre deux philosophies du gouvernement. L'opposition nous dit qu'il nous faut un changement, qu'il nous faut une nouvelle donne. Ce n'est pas contre le changement résultant du développement normal de la vie nationale que je m'élève, mais contre la proposition de modifier les fondements entiers de notre vie nationale [...] et des principes sur lesquels nous avons construit la Nation. [...]

Il y a une chose que je puis dire sans nul doute, c'est que l'esprit du libéralisme est de créer des hommes libres : ce n'est pas d'imposer une stricte discipline aux hommes. Ce n'est pas l'extension de la bureaucratie. [...] On ne peut pas étendre la maîtrise du gouvernement à la vie quotidienne d'un peuple sans rendre, quelque part, ce gouvernement maître de l'âme et des pensées des gens. [...] Chaque pas dans cette direction empoisonne les racines mêmes du libéralisme. Il empoisonne l'égalité politique, la liberté d'expression, la liberté de la presse et l'égalité des chances. C'est le chemin non pas vers la liberté, mais vers moins de liberté. Le vrai libéralisme se trouve non pas dans l'effort pour répandre la bureaucratie, mais dans l'effort pour lui imposer des limites. [...] Le libéralisme [...] émane de la profonde prise de conscience que l'on ne saurait sacrifier la liberté économique si l'on est censé préserver la liberté politique.

Herbert Hoover, discours électoral, 31 octobre 1931, dans Claude Fohlen, *De la crise à la victoire*, Presses universitaires de Nancy, 1988. Traduit par Christine Laferrière.

2 L'analyse keynésienne de la crise

L'économiste anglais J.M. Keynes, à l'origine d'un courant majeur de pensée économique, propose comme solution à la crise, l'évolution nécessaire du capitalisme libéral.

Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité. [...]

Il est d'une importance vitale d'attribuer à des organes centraux certains pouvoirs de direction aujourd'hui confiés pour la plupart à l'initiative privée. [...] L'élargissement des fonctions de l'État, nécessaire à l'ajustement réciproque de la propension à consommer et de l'incitation à investir, semblerait à un publiciste[1] du XIX[e] siècle ou à un financier américain aujourd'hui une horrible infraction aux principes individualistes. Cet élargissement nous apparaît au contraire et comme le seul moyen d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles et comme la condition d'un heureux exercice de l'initiative individuelle. [...]

Mais aussitôt que les organismes centraux auront réussi à rétablir un volume de production correspondant à une situation aussi voisine que possible du plein emploi, la théorie classique reprendra ses droits.

J.M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1re éd. 1936, Payot, 1988.

1. Journaliste

Montrez que les solutions prônées par Keynes s'opposent à celles de Hoover, attaché au capitalisme libéral.

Herbert Hoover
(1874-1964)

Ingénieur, il fait une brillante carrière internationale dans l'industrie minière. En 1917, Wilson le nomme directeur de la *National Food Administration*, chargé de mobiliser l'agriculture américaine pour ravitailler les Alliés. Sollicité par les démocrates, il préfère soutenir le candidat républicain Harding, élu Président en novembre 1920 et qui le nomme secrétaire au Commerce (1921-1928). Élu président républicain en novembre 1928, il doit faire face à la crise de 1929. Attaché à l'individualisme libéral, il tarde à prendre des mesures. Peu doué pour la communication, il répète maladroitement en 1930 : « Prosperity is just around the corner » (« la prospérité est au coin de la rue »). Il est battu en novembre 1932 par le démocrate Franklin D. Roosevelt.

John Maynard Keynes
(1883-1946)

Brillant économiste, il travaille comme expert dans la haute administration britannique. En 1919, il dénonce le traité de Versailles parce qu'il ne tient pas compte des réalités économiques. Son œuvre essentielle est publiée en 1936 (*Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*), alors que le capitalisme connaît une très grave crise. Tout en restant fidèle au libéralisme, Keynes prône un rôle plus important de l'État, pour relancer la consommation. Ses idées sont en concordance avec le *New Deal* de Roosevelt et la politique économique du Front populaire. Il représente le Royaume-Uni en 1944 à la conférence de Bretton Woods qui réorganise le système monétaire international. Le « keynésianisme » exerce une grande influence sur les politiques économiques menées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Les différentes politiques anti-crise

	Les mesures économiques	Des pays dont les politiques évoluent
La solution libérale classique	› Revenir à l'équilibre budgétaire par la réduction des dépenses publiques. › Relancer les exportations par la déflation. › Recréer des emplois en réduisant les salaires.	Fortement remise en cause, elle reste pratiquée jusqu'en 1931 par le Japon et la Grande-Bretagne, jusqu'en 1933 par les États-Unis et l'Allemagne et jusqu'en 1936 par la France.
La solution keynésienne	Résorber le chômage par : › L'accroissement de la demande des biens de consommation ; › L'intervention de l'État qui initie une politique de grands travaux ; › Le soutien aux salaires et au prix.	Elle inspire largement la politique du *New Deal* de Roosevelt aux États-Unis à partir de 1933 et celle du Front populaire en France à partir de 1936.
Le dirigisme économique	› Industrialisation par substitution aux importations. › Intervention de l'État par des politiques de grands travaux et des plans économiques. › Réarmement. › Expansionnisme territorial pour acquérir de nouvelles ressources.	C'est le choix qui est fait par les régimes autoritaires en Allemagne (1933), en Italie, en Amérique latine et au Japon.

Différentes politiques éco. anti-crise :

- **Politiques libérales classiques** au début =

- **Politique de relance =**

- **Politiques dirigistes** =

B. 1933 : Franklin Delano Roosevelt et le New Deal

En quoi le *New Deal* est-il un tournant important dans la conception du rôle de l'État dans les démocraties libérales ?

https://www.youtube.com/watch?v=l8Q7BBjal4k

Questions 1 à 5 p. 45

Questions

1. **Montrez** que le New Deal est d'abord un projet volontariste en rupture avec la présidence précédente (**doc. 1 et 3**).
2. **Listez** les principales mesures annoncées pour sortir de la crise (**doc. 2 et 3**).
3. **Expliquez** la nouvelle conception des relations salariés/employeurs que le *New Deal* veut mettre en œuvre (**doc. 2 et 4**).
4. **Analysez** les indicateurs statistiques afin de dresser un premier bilan du *New Deal* (**doc. 5**).
5. À partir des réponses aux questions précédentes, répondez de manière organisée à la problématique.

Franklin Delano Roosevelt
(1882-1945)

Élu en 1910 sénateur démocrate de l'État de New York, il est frappé par la poliomyélite en 1921. Surmontant son handicap, il est élu en novembre 1932 président des États-Unis. Il lance le *New Deal* pour tenter de sortir le pays de la dépression par une politique de relance d'inspiration keynésienne. Il est réélu trois fois (novembre 1936, 1940, 1944), record dans l'histoire américaine. Il engage progressivement les États-Unis dans la lutte contre le nazisme, en aidant économiquement le Royaume-Uni, puis en entrant en guerre après l'attaque japonaise sur Pearl Harbor (décembre 1941). Il fait fabriquer la bombe atomique pour contraindre le Japon à la capitulation. Il meurt le 12 avril 1945, alors qu'il organisait la paix avec Staline et Churchill.

CONTEXTE

- Le *New Deal* est d'abord une promesse de campagne assez vague du candidat démocrate F.D. Roosevelt en 1932 (« *a new deal for the American people* ») face au républicain H. Hoover. C'est ensuite une série de réformes lancées pendant les cent premiers jours de la présidence, entre le 6 mars et le 16 juin 1933.

- Ces mesures ont été combattues par l'opposition républicaine et en partie invalidées en 1935-1936 par la Cour suprême, qui estimait qu'elles outrepassaient les pouvoirs de l'État fédéral. Elles ont eu des résultats inférieurs aux ambitions affichées. Mais le *New Deal* reste associé à une nouvelle conception du rôle de l'État dans les démocraties libérales.

6 mars 1933	Mesures d'urgence en faveur des banques.
12 mai 1933	Vote de ***l'Agricultural Adjustment Act*** (AAA), loi sur le redressement de l'agriculture.
18 mai 1933	Création de la ***Tennessee Valley Authority***, chargée de réaliser des travaux d'utilité publique.
16 juin 1933	Vote du ***National Industrial Recovery Act*** (NIRA), loi sur la restauration de l'industrie.

1 Agir contre la crise

Traduction : « Le 8 novembre rendez le gouvernement au peuple ! Il est prêt ! Et vous ? Il nous faut de l'action. La nation a besoin de dirigeants constructifs. Élisez Roosevelt ! »

Publicité électorale de F.D. Roosevelt, *Sunday Journal Star*, 6 novembre 1932.

Vidéo

Roosevelt et le *New Deal*

2 Les objectifs sociaux du *New Deal*

Frances Perkins, ministre du Travail, a été la première femme aux États-Unis à être à la tête d'un ministère.

On parle beaucoup de ce que cette renaissance apporte au salarié, comment son pouvoir d'achat s'améliore. [...] Le ministère du Travail est le grand département du gouvernement dont toutes les activités concourent au bien-être humain. Sous la pression de l'opinion et des sentiments du peuple américain, nous sommes arrivés à un point de vue tel qu'il nous amène à exiger que la vie industrielle tienne aussi bien compte des rapports humains qu'elle le fait des formules économiques compliquées. [...]

Nous sommes tout particulièrement préoccupés des conditions de vie des hommes et des femmes au travail. En faire des membres à part entière du monde civilisé, humaniser les lois qui les concernent, c'est le but essentiel que doit poursuivre le ministère du Travail.

Le ministère du Travail que cette nation a établi pour promouvoir le bien-être humain a la mission consciente et délibérée de se consacrer aux besoins humains, de comprendre s'il le peut et d'écouter d'une oreille attentive ce dont le peuple a besoin et ce qu'il espère. [...]

Frances Perkins, *People at Work*, New York, 1934.

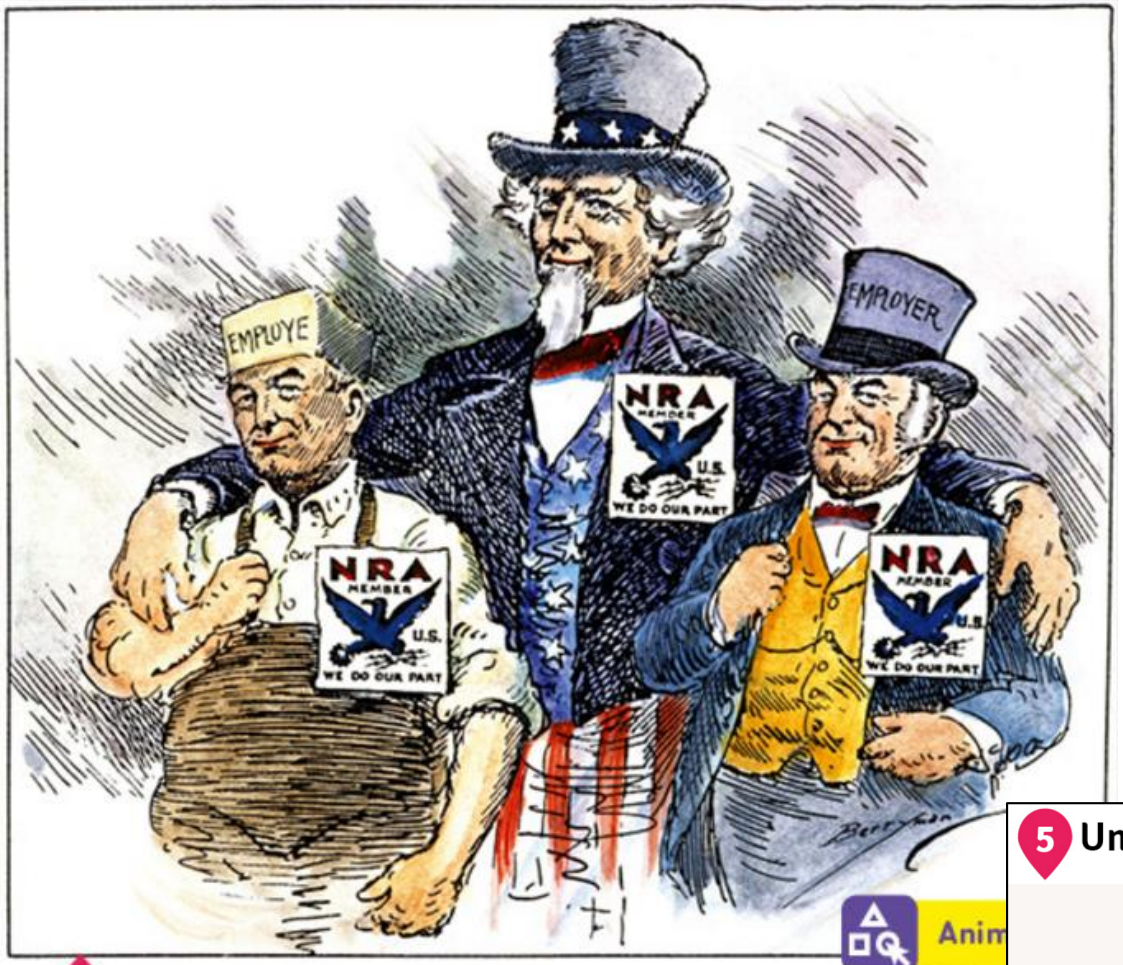
3 Le lancement du *New Deal*

Les prix sont tombés à des niveaux inimaginables ; les impôts ont augmenté ; [...] les feuilles mortes des entreprises industrielles jonchent partout le sol ; les fermiers ne trouvent plus de marchés pour leurs produits, et pour des milliers de familles l'épargne de plusieurs années s'est évaporée. Plus important, une foule de citoyens sans emploi doit résoudre le terrible problème de sa survie, et à peu près autant triment pour un salaire misérable. [...] L'étendue de cette remise en état dépend de l'intensité avec laquelle nous ferons valoir des valeurs sociales plus précieuses que le seul profit matériel. [...] Mais une remise en état n'appelle pas uniquement des changements éthiques. Cette nation a besoin d'action, d'action tout de suite.

Notre première tâche, la plus importante, est de remettre les gens au travail. [...] Elle peut s'accomplir en partie par un recrutement direct du gouvernement, en agissant comme en cas de guerre, mais en même temps en réalisant par cette embauche, les grands travaux dont nous avons besoin pour stimuler et réorganiser l'utilisation de nos immenses ressources naturelles. [...]

Il est possible d'atteindre ce but en menant des efforts délibérés afin d'augmenter la valeur des produits agricoles et par là augmenter le pouvoir d'achat qui absorbera le produit de nos villes. [...] Il est possible d'y arriver en unifiant les mesures d'aide qui actuellement sont souvent dispersées, peu rentables et inéquitables. Il est possible d'y arriver en planifiant et en gérant à l'échelle nationale toutes les formes de transports, de communications et de services à caractère éminemment public. [...]

Franklin D. Roosevelt,
discours d'investiture, 4 mars 1933.



Anim

4 La National Recovery Administration (NRA)

La NRA est l'organisme chargé de faire appliquer la loi sur la restauration de l'industrie (NIRA).

Dessin de Clifford Berryman, 1933.

5 Un premier bilan

	1929	1933	1935
Produit national des États-Unis (en milliards de dollars)	104	56	72
Production industrielle (en indice)	100	69	87
Salaire horaire (en indice)	100	79	97
Nombre de chômeurs (en millions)	1,5	12,6	10,2
En pourcentage des actifs	3,1 %	25,2 %	19,9 %

Source : Serge Berstein et Pierre Milza, Histoire du XX[e] siècle, la fin du monde européen, 1900-1945, *Hatier, 1996.*

Roosevelt élu en 1933 ➔ New Deal =

- Grands travaux
- Soutien à l'agriculture (AAA)
- Soutien à l'industrie (NIRA)

+ Prémices de l'Etat providence :

Agricultural Adjustment Act
National Industrial Recovery Act

C. Le Front populaire et les accords Matignon de 1936

Comment le Front populaire et les accords Matignon essaint-ils d'atténuer la crise ?

CONTEXTE

- Le contexte de la crise économique a favorisé la montée des mouvements d'extrême droite, qui participent à une violente manifestation antiparlementaire le 6 février 1934 à Paris. La gauche, divisée depuis 1920, s'unit alors contre la « menace fasciste ».

- Le Front populaire, alliance électorale des partis de gauche (PCF, SFIO et Parti radical), remporte les élections législatives de mai 1936. Le nouveau gouvernement, dirigé par le socialiste Léon Blum, se trouve d'emblée confronté à de vastes mouvements sociaux suscités par l'euphorie de cette victoire de la gauche.

- Les accords Matignon, et les autres réformes du Front populaire (congés payés et semaine de travail de 40 heures), tentent de répondre aux espoirs du monde ouvrier et de mettre fin à la vague de grèves.

Léon Blum
(1872-1950)

Intellectuel issu de la bourgeoisie juive, il s'engage en politique lors de l'Affaire Dreyfus et participe à la fondation de la SFIO avec Jaurès. Au Congrès de Tours (1920), il défend la SFIO contre la majorité de ses membres qui la quittent pour fonder le Parti communiste. Organisateur du Front populaire en 1935 avec les radicaux et les communistes, il est le premier socialiste chef d'un gouvernement en France de juin 1936 à juin 1937, puis en mars-avril 1938. Il refuse de voter les pleins pouvoirs à Pétain en 1940 et il est emprisonné. Malgré sa brillante défense au procès de Riom (1942), il est livré aux Allemands et déporté. Libéré en mai 1945, il reprend la tête du parti socialiste et participe à la fondation de la IVe République.

Contexte : menace fasciste (émeute du 6/2/34)
Coalition de Front pop (PCF, SFIO, Radicaux) contre la menace fasciste et pour une politique de relance favorable aux ouvriers.
➔ Victoire aux législatives du Front pop ➔ Léon Blum (SFIO) nommé pdt du Conseil.

Vidéo sur le Front populaire

VERS L'APAISEMENT

DE NOUVEAUX ACCORDS et quelques nouveaux conflits

Tandis que dans certaines corporations la " Convention Matignon " s'applique automatiquement, dans d'autres des points litigieux opposent encore délégués ouvriers et patronaux

De Lille, par radio, M. Salengro lance

3 Les accords Matignon

Art. 1. La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail. [...]

Art. 3. L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel [...]. Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement. [...]

Art. 4. Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront, du jour de la reprise du travail, rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15 % pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés. [...]

Art. 5. [...] Dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers, [...] il sera institué deux ou plusieurs délégués ouvriers selon l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles [...] visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du travail, des tarifs de salaires, et des mesures d'hygiène et de sécurité. [...]

Art. 6. La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit pris aucune sanction pour faits de grève.

Art. 7. La délégation confédérale ouvrière demande aux travailleurs en grève de décider la reprise du travail dès que les directions des établissements auront accepté l'accord général intervenu [...].

Extraits des accords Matignon, signés par la CGT et le patronat en présence de Léon Blum, 7 juin 1936.

- Grandes grèves en mai-juin 36
- Accords Matignon le 8 juin 1936 =

4 … suivis de lois sociales

Loi du 20 juin 1936

Article premier

Chapitre IV ter : Congés annuels

Sont modifiés dans la forme ci-après et formeront les articles 54 f à 54 j du livre II du Code du travail, les dispositions suivantes :

« **Art. 54 f.** Tout ouvrier, employé ou apprenti occupé dans une profession industrielle, commerciale ou libérale ou dans une société coopérative, ainsi que tout compagnon ou apprenti appartenant à un atelier artisanal, a droit après un an de services continus dans l'établissement à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de quinze jours comportant au moins douze jours ouvrables […]. »

Loi du 21 juin 1936

« **Art. 6** Dans les établissements industriels, commerciaux, artisanaux et coopératifs ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, y compris les établissements publics hospitaliers et les asiles d'aliénés, la durée du travail effectif des ouvriers et employés de l'un ou de l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder quarante heures par semaine. »

- Lois sociales votées par les députés =

Bilan du Front pop :

- **Mais**